

## Intervention sur la politique de non accueil organisé (camps humanitaires, CAO, etc.) lu par Maël Galisson et Caro au *Trianon* lors du concert *Liberté de circulation* du 5 juin 2017

La fermeture des frontières n'empêche pas les gens de passer ; elle rend les passages plus difficiles et dangereux, ce qui entraîne des milliers de morts chaque année.

C'est cette fermeture des frontières et le non accueil organisé depuis des années qui crée des campements ou jungles dans lesquels sont obligés de survivre des centaines ou des milliers de personnes.

A Paris, des milliers d'exilés dorment à la rue depuis des années car la politique en matière d'asile en France repose davantage sur la maltraitance que sur l'accueil. Les procédures sont complexes et les pièges très nombreux. Ce qui pose problème aux pouvoirs publics pour Paris c'est la visibilité des campements avec parfois des milliers de personnes qui vivent dans une situation désastreuse.

Ces personnes qui viennent d'Érythrée, du Soudan, d'Afghanistan, d'Éthiopie, de Syrie, du Nigeria, de Somalie, etc... et sont à la rue car la politique d'état est de les laisser à la rue et de les réprimer.

Le camp dit humanitaire porte de la chapelle à Paris n'aurait pas besoin d'exister si l'état français respectait ses propres lois et créait suffisamment d'hébergement.

Ce camp ne règle d'ailleurs pas le problème des exilés à la rue car les campements existent toujours ; la différence c'est que les gens à l'extérieur du camp subissent encore plus de violence policière. Tous les jours porte de la chapelle, mais aussi dans les quartiers autour des métros la chapelle, Stalingrad mais aussi à Jaurès à côté même de la plateforme d'accueil pour demandeurs d'asile complètement saturé = les personnes subissent des contrôles, violences, arrestations arbitraires, et humiliations quotidiennes.

Pour les autres, ceux qui arrivent à entrer dans ce camp = le piège se referme sur eux car même humanitaire un camp reste un camp.

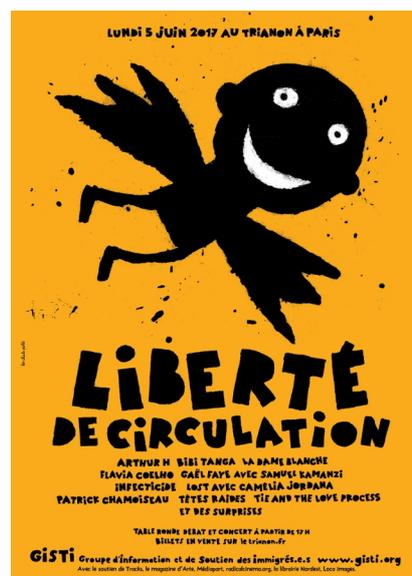
Les personnes doivent obligatoirement donner les empreintes car la France veut, avant de penser à protéger les gens, vérifier qu'ils ne sont pas passés par un autre pays de l'Europe pour essayer de les expulser la bas.

Contrôler, trier, empêcher le dépôt de demandes d'asile, rendre invisibles et disperser ceux qu'on ne veut pas ou qu'on ne peut pas expulser, faciliter les placements en rétention et les renvois vers d'autres pays, tels sont bel et bien les objectifs d'un camp qui n'a d'« humanitaire » que la façade.

A Calais et dans la région, les mêmes politiques inhospitalières génèrent les mêmes conséquences.

A l'automne 2016, les autorités municipales et préfectorales ont pris la décision dans l'urgence d'évacuer « la Jungle de Calais », ce bidonville dans lequel survivaient plusieurs milliers de personnes migrantes. Pourtant, un an et demi plus tôt, en refusant d'accueillir ces personnes et les reléguant à la périphérie de la ville de Calais, ces mêmes autorités avaient grandement contribué à créer ce vaste campement.

Pour inciter les personnes à quitter « la Jungle », le ministre de l'intérieur, Bernard Cazeneuve, avait promis que les personnes concernées par le règlement Dublin ne risqueraient pas d'être renvoyées dans un autre pays européen. Aux mineur-e-s, on leur a fait miroiter un possible regroupement familial au Royaume-Uni après analyse de leur situation par le ministère de l'intérieur britannique.



Dans les faits, la grande majorité des préfets n'a pas respecté la promesse de Cazeneuve et de très nombreux exilé-es se sont retrouvé-es placé-es en procédure Dublin. Alors qu'on estimait au moins à 1 500 le nombre de mineur-es présent-es au moment de la disparition de « la Jungle », seuls 750 ont été acceptés par le Royaume-Uni, et ce au terme d'une procédure expéditive et opaque.

S'ajoutent à cela des conditions d'accueil parfois très précaires dans certains CAO, marquées par un isolement et des conditions matérielles et d'accompagnement sommaires. Heureusement, localement et à proximité des CAO, des solidarités se tissent et s'organisent en soutien aux anciens exilé-es de Calais.

Face à ces difficultés, certaines personnes migrantes ont fait le choix de rester dans les CAO et d'essayer de vivre en France. D'autres, notamment de nombreux mineur-e-s, ont repris le voyage et beaucoup sont revenus à Calais, quelques semaines à peine après l'expulsion du bidonville.

Aujourd'hui à Calais, 7 mois après l'évacuation de la « Jungle », on estime à près de 600 le nombre de personnes exilées survivant à Calais et espérant rallier l'Angleterre. Loin des agendas médiatiques et politiques, la France a repris ce qu'elle sait faire le mieux sur ce territoire depuis plus de 20 ans : tout faire pour dissuader les personnes migrantes de rester. Violences physiques, gazage des couvertures, confiscation ou destruction de tentes sont quelques-unes des pratiques quotidiennes des forces de l'ordre à l'encontre des exilé-es. Pire, ces derniers jours, c'est tout simplement des distributions de repas et d'eau que la sous-préfecture de Calais a interdit.

L'objectif, dans la « novlangue institutionnelle », est « d'éviter tout point de fixation », à savoir empêcher le moindre espace ou temps de répit. La recette est simple : harceler, dissuader, invisibiliser.

Alors, que faire ? Déjà, tout faire pour éviter que la résignation ne l'emporte.

Ces dernières années ont vu naître de nombreuses mobilisations solidaires, comme autant de mini-résistances à ces politiques de relégation et d'exclusion. A Calais comme dans la vallée de la Roya, dans le nord et l'est de Paris comme à proximité des CAO – les centres d'accueil et d'orientation, de nombreuses personnes ont voulu défendre une autre politique d'accueil.

Face au cynisme des dirigeants politiques et à la violence de leurs politiques, nous devons continuer de créer des espaces et des temps de solidarité avec les personnes exilées, nous devons continuer d'élaborer des luttes ensemble et il est plus qu'essentiel de soutenir ardemment les mobilisations autonomes des personnes migrantes.

Bref, il est plus qu'urgent de construire l'hospitalité en luttant pour l'égalité. Et donc pour la liberté de circulation et d'installation.